

SUD-SOUDAN

“Les bombes, les fusils, pour eux”

par KITTY MCKINSEY

PATRICK GONDA ÉTAIT UN adolescent gai et sans problèmes qui adorait le foot et la natation. Né dans une famille de réfugiés soudanais il y a 17 ans, il avait passé une enfance insouciante en Ouganda. Quant à la guerre et son arsenal meurtrier – bombes, mines terrestres et armes légères disséminées à travers le Sud-Soudan – ce n’était qu’une vague abstraction.

Avant même la signature, en janvier 2005, de l’accord mettant officiellement fin à 21 ans de guerre civile au Sud-Soudan, “Patrick a voulu rentrer au pays. Après les camps de réfugiés, il se sentait bien ici”, nous confie son père Ben Doko, assis à l’ombre d’un arbre dans le grand enclos familial situé au cœur d’une petite localité proche de Kajo Keji.

La vie de Patrick s’est brutalement arrêtée le 9 avril. Ce jour-là, en se promenant avec un ami, il a trouvé près de sa maison un obus d’artillerie anti-aérienne de 120 mm tout neuf. Il a voulu le ramasser pour l’emmener chez lui mais l’engin lui a échappé des mains et a explosé dans un bruit de tonnerre qui s’est entendu à des kilomètres à la ronde, creusant un large cratère et déchiquetant tous les arbres autour.

Au Sud-Soudan, ces jours-ci, des adolescents démontent des bombes non explosées et récupèrent les parties métalliques pour en faire des bagues et des bracelets ou les vendre à des forgerons. Ben Doko ignore ce que son fils voulait faire avec l’engin. Peut-être était-il tout simplement curieux...

“On avait pourtant bien dit aux enfants de ne pas toucher à ces trucs-là”, explique Ben Doko durant la veillée à la mémoire de Patrick. La voix brisée par l’émotion,



UNHCR/K. MCKINSEY/SUDAN 2005

Nul ne sait combien de mines infestent le Sud-Soudan. L’essentiel est de les trouver et de les désamorcer...

Mis à part la crainte des mines terrestres, des bombes non explosées et des armes légères, les réfugiés veulent être certains qu’ils trouveront à leur arrivée autre chose que des ruines.

tion, il évoque l’innocence de son fils aîné qui lui a coûté si cher. “Ils sont partis quand ils étaient tout petits. Ils ne connaissaient rien de la vie ici. Les bombes, les fusils, pour eux ça ne voulait rien dire...”

Les munitions non explosées, les mines terrestres non cartographiées et les armes de petit calibre, sinistre héritage des guerres qui ont ravagé le



cela ne voulait rien dire...”

**RETOURNER
AU SUD-SOUDAN
PEUT METTRE VOTRE VIE
EN PÉRIL**

Soudan pendant 27 des 40 dernières années, reste l'un des principaux obstacles au retour de quelque 550 000 réfugiés et de quatre millions de personnes déplacées dans le sud du pays, malgré l'accord de paix signé en janvier.

Plusieurs centaines de milliers d'habitants sont tout de même déjà rentrés chez eux sans attendre l'aide de l'ONU. Dans la seule province de l'Équatoria occidentale, les autorités locales ont dénombré 160 000 retours depuis 2003. Le HCR a en enregistré près de 4000 par mois à Kajo Keji.

CRAINTE ET MÉFIANCE

“PLUS D'UN DEMI-MILLION DE Soudanais réfugiés dans des pays voisins souhaitent rentrer chez eux, mais nous ne pouvons pas organiser les retours avant d'être sûrs que les routes ont été déminées”, confie Jean-Marie Fakhouri, directeur des opérations du HCR au Tchad et au Soudan.

Le HCR met en place les préparatifs pour assister les réfugiés qui le souhaitent à revenir au Soudan après la saison des pluies. En attendant, l'agence et ses partenaires s'emploient à rétablir et améliorer les infra-

Après l'exil, le retour à la terre... mais le souvenir de la guerre n'est pas loin.



Des adolescents démontent des bombes non explosées et récupèrent les parties métalliques pour en faire des bagues et des bracelets ou les vendre à des forgerons.

structures, pour aider les rapatriés ainsi que la population locale.

“Je ne pense pas que nous allons voir beaucoup de gens avant novembre ou décembre, voire janvier 2006”, indique Ahmed Warsame, chef du bureau du HCR à Yei, dans l’Equatoria occidentale, l’une des principales zones de rapatriement.

Fort de son expérience au Pakistan, dans la ville frontalière de Peshawar, quand les réfugiés afghans ont commencé à rentrer chez eux après la chute des taliban en 2001, il pense que les réfugiés du Sud-Soudan pourraient à leur tour réserver quelques surprises. “A Peshawar, nous nous occupions en moyenne d’un millier de candidats au retour par mois. Et tout à coup, ils sont arrivés au rythme de 10 000 par jour.”

Pour l’instant, les Sud-Soudanais semblent encore méfiants. Victoria Stima, 32 ans, est réfugiée depuis 11 ans à Yelulu, petite localité rurale du nord de l’Ouganda. Assise devant la hutte ronde en boue séchée surmontée d’un toit de chaume où elle vit avec ses quatre enfants, elle exprime son désir de rentrer au pays. Mais les risques à encourir lui paraissent encore trop grands.

“On me dit que ça va bien au Soudan. Et les mines terrestres, alors ? Si je vais ramasser du bois, je risque de marcher sur l’une d’elles et d’être tuée. Je ne pourrai aller nulle part ! Je ne sais pas où sont les mines, moi !”

Gordon Elunai, son mari, est pasteur anglican. Parti en éclaireur en février, il est revenu à Yelulu au bout de quinze jours, non seulement à cause des mines terrestres, mais aussi de la menace tout aussi invisible que sourde d’armes en tous genres.

“Il faut absolument désarmer les civils”, explique-t-il dans un anglais parfait. “Il n’est pas question de rentrer tant que les gens sont armés jusqu’aux dents.” Il craint que les sourdes rivalités ethniques passées sous

silence dans l’accord de paix ne dégénèrent en conflit meurtrier avec toutes ces armes en circulation.

Mis à part la crainte des mines terrestres, des bombes non explosées et des armes légères, les réfugiés et les déplacés soudanais veulent être certains, avant de se décider, de trouver autre chose que des ruines à leur arrivée.

LA SEMPITERNELLE QUESTION

LE HCR CONSTRUIT des écoles et des dispensaires, creuse des puits et finance des programmes de formation professionnelle, au profit non seulement des rapatriés, mais aussi des populations locales.

“Il s’agit d’aider les communautés à accueillir celles et ceux qui rentrent d’exil, d’alléger la pression sur les services de santé, de l’eau, entre autres, de faire en sorte que les gens puissent vivre ensemble”, précise Elisha Nziko, chef du bureau du HCR à Kajo Keji.

Les femmes, notamment celles qui sont réfugiées en Ouganda ou au Kenya, ont pu s’instruire et exercer des responsabilités qu’elles n’auraient jamais eues dans la société soudanaise traditionnelle.

“Les hommes disent qu’ils vont rétablir la culture africaine après notre retour au Soudan”, s’emporte Domenica Idwa, 26 ans, institutrice dans une école de réfugiés du nord de l’Ouganda. “Mais cette culture a fait son temps. Nous n’allons pas laisser nos droits en Ouganda. Nous tiendrons bon, nous ne baisserons pas la garde et nous encouragerons les femmes restées au Sud-Soudan à nous rejoindre.”

Mais même dans une conversation sur les droits des femmes et les possibilités de formation dans les camps de réfugiés, on en revient toujours à la sempiternelle question des mines terrestres.

“Il y aura peut-être des services de santé, de l’eau et



UNHCR/K. MCKINSEY/SDN•2005



UNHCR/K. MCKINSEY/UGA•2005

des écoles au Sud-Soudan, mais l'essentiel est qu'il n'y ait pas de mines, dit Domenica Idwa. Sinon, nous n'oserons ni aller chercher de quoi construire ni cultiver les terres. Il faut avant tout qu'on nous débarrasse des mines."

En effet, les mines sont si nombreuses que les agents de l'ONU se rendant de Yei à Kajo Keji (les deux principales villes de l'Equatoria occidentale), font un long détour par l'Ouganda pour éviter les 50 kilomètres de mines terrestres de la route principale. Le Programme alimentaire mondial a engagé la Fondation suisse de déminage (FSD) pour nettoyer la chaussée et ses abords.

Depuis qu'il a appris à manipuler les mines il y a dix ans, Isaac Rasas en a posé 25 et en a retiré plus de 70. Enrôlé dans l'Armée de libération du Soudan, il a d'abord été soldat, puis démineur. Son travail consistait à repérer les mines de l'ennemi afin de faciliter l'avancée des rebelles. Il travaille maintenant pour la FSD en prévision du retour des réfugiés en Equatoria occidentale.

DÉMINER LE SOUDAN

"JE SUIS HEUREUX de faire ce travail pour mon pays", dit-il pendant une pause en parcourant du regard un champ jonché de lance-missiles et de carcasses de tanks qui s'étend devant lui.

Le FSD fait appel à des démineurs locaux spécialement formés et certifiés par l'ONU pour nettoyer les

côtés de la route sur une largeur de 12,5 mètres afin que les engins puissent venir réparer les routes et permettre le passage des camions.

Le travail n'avance pas vite. Dans les bons jours, Isaac et son équipe parviennent à nettoyer 400 mètres de terrain, et seulement 250 s'il y a des complications.

Le HCR finance le déminage des petites routes de desserte des villages, et une autre organisation déminera les terres agricoles.

"Avant le retour des rapatriés, il n'y avait pas d'accidents, car les gens d'ici connaissaient les endroits à éviter", explique Henry Amule Suliman, chargé d'aider les rapatriés de Kajo Keji. Il pense qu'il faudrait à présent faire davantage pour les sensibiliser à l'ampleur du danger

Ben Doko, le père de Patrick, ne le sait que trop bien. Il parle encore et encore de son fils, mort pour rien à 17 ans. Il voudrait que les étrangers fassent davantage pour épargner de tels drames à d'autres familles. "Ils devraient aller parler des bombes dans les écoles, plaident-ils. Ils devraient informer les rapatriés, qui ne peuvent pas savoir à quoi ressemblent ces engins." Assises autour de lui sur des nattes, des femmes hochent la tête en silence.

Pour Moses Taban, 25 ans, il est déjà trop tard. Le jeune homme claudique dans les rues de Kajo Keji sur sa prothèse mal ajustée, un piètre substitut pour la jambe qu'il a perdue sur une mine terrestre peu après son retour en 2002. Il n'a pas de logement, dort dans l'hôpital où l'un de ses amis travaille et gagne péniblement sa vie en fabriquant des lampes à paraffine avec des vieilles boîtes de conserve. "Je n'aurais jamais dû revenir, lâche-t-il d'un air sombre. Si j'étais resté là-bas, j'aurais encore ma jambe." ■

La reconstruction commence (photo du centre) mais la vie demeure difficile pour des milliers de personnes attendant de regagner leur village d'origine au Sud-Soudan.

Plusieurs centaines de milliers d'habitants du Sud-Soudan sont déjà rentrés chez eux sans attendre l'aide de l'ONU.